

Accord-cadre de Services

ACTE D'ENGAGEMENT VALANT CAHIER DES CHARGES

Cadre réservé à l'acheteur

MARCHE N°

2	0	2	5	0	0	F	C	S	0	1	2								
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	--	--	--	--	--	--	--	--

MONTANT HT

NOTIFIÉ LE

--	--

 /

--	--

 /

2	0	2	5
---	---	---	---

A- Objet du marché

Affaire n°202500FCS012 -
Marché de formations au pilotage VFR EASA

La consultation comporte 3 lots

Le présent acte d'engagement concerne le lot n°	01	02	03
---	----	----	----

Procédure adaptée en application de l'article R2123-1 3° du Code de la commande publique.

B- Identification du pouvoir adjudicateur

Maitre d'ouvrage : Ecole Nationale de l'Aviation Civile
Siège Administratif - Département Opérations

Adresse : ENAC Ecole Nationale de l'Aviation Civile 7, Avenue Edouard BELIN BP 54005 31055 TOULOUSE Cedex 4

Téléphone	:	+335 62 17 40 00
Télécopieur	:	+335 62 17 40 23
Courriel	:	marches-publics@enac.fr
Adresse internet	:	https://www.marches-publics.gouv.fr

Signataire du marché :	Monsieur le Directeur Général de l'ENAC ou son représentant
Personne habilitée article R2192 du CCP :	Monsieur le Directeur Général de l'ENAC ou son représentant
Ordonnateur :	Monsieur le Directeur Général de l'ENAC
Comptable assignataire des paiements :	Madame L'Agent comptable

C- Contractant(s)

Signataire

Nom :

Prénom :

Qualité :

- ☐ Signant pour mon propre compte
☐ Signant pour le compte de la société
☐ Signant pour le compte de la personne publique prestataire

et

- ☐ Agissant en tant que prestataire unique
☐ Agissant en tant que membre du groupement défini ci-après

☐ Solidaire ☐ Conjoint

NB : l'acheteur se réserve la possibilité d'imposer le groupement solidaire après attribution. En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire des autres membres du groupement.

Prestataire individuel ou mandataire du groupement

Raison sociale :	<input type="text"/>
Adresse :	<input type="text"/>
Code postal :	<input type="text"/>
Bureau distributeur :	<input type="text"/>
Téléphone :	<input type="text"/>
Fax :	<input type="text"/>
Courriel :	<input type="text"/>
Numéro SIRET :	<input type="text"/>
Numéro au registre du commerce :	<input type="text"/>
Ou au répertoire des métiers :	<input type="text"/>
Code NAF/APE :	<input type="text"/>

En cas de groupement, cotraitant n°1

Raison sociale :
Adresse :

Cotraitant n°3

Raison sociale :
Adresse :

Code postal : Bureau distributeur : Téléphone : Fax : Courriel : Numéro SIRET : N° Registre commerce : N° Répertoire des Métiers : Code NAF/APE :	Code postal : Bureau distributeur : Téléphone : Fax : Courriel : Numéro SIRET : N° Registre commerce : N° Répertoire des Métiers : Code NAF/APE :
Cotraitant n°2 Raison sociale : Adresse : Code postal : Bureau distributeur : Téléphone : Fax : Courriel : Numéro SIRET : N° Registre commerce : N° Répertoire des Métiers : Code NAF/APE :	Cotraitant n°4 Raison sociale : Adresse : Code postal : Bureau distributeur : Téléphone : Fax : Courriel : Numéro SIRET : N° Registre commerce : N° Répertoire des Métiers : Code NAF/APE :

Engagement, après avoir pris connaissance des documents constitutifs du marché, je m'engage (nous nous engageons) sans réserve, conformément aux clauses et conditions ci-après et des documents visés, à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après,

Je m'engage (ou j'engage le groupement dont je suis mandataire), sur la base de mon offre (ou de l'offre du groupement), exprimée **en euro**, réalisée sur la base des conditions économiques du mois de la remise des offres définitives (dit mois 0).

L'offre ainsi présentée me lie pour une durée de **180 jours** à compter de la date limite de remise des offres définitives.

D- Clauses Administratives et Techniques

SOMMAIRE

Présentation de l'ENAC	6
Acronymes	7
Article 1 - Introduction	7
Titre I – Dispositions générales	8
Article 2- Généralités	8
2.1 Durée et délais d'exécution	8
2.2 Pièces contractuelles.....	9
Article 3- Décomposition du contrat.....	9
Article 4 – Descriptif du Marché	10
4.1 Prestations attendues	11
4.2 Prestations accessoires à la formation.....	12
4.3 Certifications.....	12
4.4 Exigences humaines et techniques.....	13
A. Flotte	13
B. Equipe pédagogique.....	13
C. Infrastructures	13
D. Dotation stagiaire.....	14
Article 5 - Obligations du Titulaire.....	14
5.1 Obligations générales	14
5.2 Obligation de résultat et obligation de moyen	15
5.3 Obligation spécifique de conseil.....	15
5.4 Obligation spécifique d'informations.....	16
Article 6 – Exécution des prestations	16
6.1 Localisation	16
6.2 Langue d'enseignement	16
6.3 Sous-traitance	17
Article 7 – Responsabilités et Assurances.....	17
7.1 Responsabilité	17
7.2 Assurances	17
Article 8- Conditions financières	17
8.1 Contenu des prix	17
8.2 Variation des prix.....	18
8.3 Modalités de règlement.....	19
A. Devise et taux de conversion.....	19
B. Taxes.....	19
C. Facturation électronique	19
D. Délais de paiement	20
E. Règlement de la prestation	20
F. Pénalités.....	20
G. Intérêts moratoires	21
Article 9 – Force majeure	21
Article 10 – Confidentialité et Ethique commerciale.....	22
10.1 Obligation de confidentialité	22

10.2 Clause d'éthique commerciale	23
Article 11 – Propriété intellectuelle	23
11.1 Dispositions générales	23
11.2 Programme, cours et outils du Titulaire	23
11.3 Programmes, cours et outils de l'ENAC	23
Article 12 – Résiliation	24
Article 13 – Traitement des données à caractère personnel.....	24
13-1- Description du traitement de données à caractère personnel.....	24
13-2- Obligations du titulaire	24
A. Sous-traitance ultérieure (Hors prestations de formations)	24
B. Droit d'information des personnes concernées.....	25
C. Exercice des droits des personnes	25
E. Notification des violations de données à caractère personnel	25
F. Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations.....	26
G. Mesures de sécurité des données à caractère personnel.....	26
H. Sort des données.....	26
I. Délégué à la protection des données	26
J. Registre des catégories d'activités de traitement.....	26
K. Documentation.....	27
Article 14 – Litiges et différends	27
Titre II – Dispositions particulières applicables à tous les organismes de formations	27
Article 15 - Suivi de progression des stagiaires.....	27
15.1 Les outils	27
15.2 Les réunions	28
15.3 En cas de déroulé anormal de formation « DAF »	28
Article 16 - Règles de programmation.....	29
16.1 Temps d'instruction	29
16.2 Méthode de comptabilisation des heures de vols	29
16.3 Temps de repos	30
16.4 Limitation du nombre de stagiaires par instructeur.....	30
16.5 Limitation du nombre de changement d'instructeur pour un stagiaires	30
Article 17 – Système de management de la sécurité (SMS).....	30
17.1 Exigences générales	30
17.2 Exigences réglementaires.....	30
17.3 Exigences spécifiques ENAC	31
17.4 Signalement d'incidents.....	32
17.5 En cas d'évènement grave de sécurité des vols ou d'accident	32
Article 18 – Maintenance et suivi de la navigabilité.....	32
Titre III – Dispositions spécifiques applicable au Titulaire	32
Article 19 Conformité d'un ATO EASA.....	32
19.1 Procédure OMM.SITE : enregistrement en tant que sous-traitant ENAC - ORA.GEN.205(a).....	32
19.2 Audits externes du titulaire	33
19.3 Non-conformité.....	33
19.4 Suivi de la conformité par le titulaire	34
Article 20 Standardisation d'un ATO EASA	35
20.1 Standardisation initiale d'un ATO EASA	35
20.2 Sollicitation d'une standardisation en cours d'exécution du marché.....	36
20.3 Prise en charge des frais directs et indirects liés à la standardisation et de formation.....	36
Article 21 Supervision d'un ATO EASA et vols d'observation	36
21.1 Supervision	36
21.2 Vols d'observation.....	36
Article 22 - Dérogations aux documents généraux	37

Présentation de l'ENAC

Créée en 1949, avec pour objectif la "sécurité du transport aérien", l'ENAC est l'école de la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC), sous tutelle du Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer (MEEM).

Fixées par le décret n°2007-651 du 30 avril 2007 modifié, les missions de l'ENAC comprennent les formations initiales et continue des fonctionnaires des corps techniques de l'aviation civile ainsi que de nombreux professionnels destinés au secteur de l'aéronautique civile tant nationale qu'internationale.

A ce titre, l'ENAC exploite une flotte de simulateurs et d'aéronefs et assure la formation de pilotes et d'instructeurs au profit notamment de ses clients, elle assure également la réalisation de la calibration des aides radioélectriques des aéroports Français et étrangers au profit de la DTI.

Elle concourt ainsi à la Sécurité du transport aérien et à l'effort national de formation, de recherche et de développement technologique. Enfin, elle apporte son soutien au développement du secteur aéronautique européen et assure des missions d'ingénierie et d'expertise, en particulier à l'étranger.

Les formations délivrées par l'ENAC mettent en évidence les trois grands pôles d'activité de l'école, qui s'enrichissent mutuellement : la formation à l'ingénierie du système de transport aérien, la formation du management de la navigation aérienne, la formation de pilotes et d'instructeurs de vol, avec en particulier la formation de pilotes de ligne au profit de compagnies aériennes clientes de l'ENAC.

La formation au pilotage s'effectue au sein de l'ENAC selon la réglementation européenne EASA et selon l'agrément ATO (Approved Training Organisation) délivré par la DSAC.

L'ENAC est composée d'un siège administratif à Toulouse et de 8 campus. L'Ecole est ainsi géographiquement implantée sur 9 sites distincts.

Les chiffres clés de l'ENAC sont :

- Formation initiale :
 - o 21 formations dont 9 mastères spécialisés (trois en Chine),
 - o 2000 élèves dont 300 en Chine,
 - o 600 diplômés par an,
 - o 56% intégrant la DGAC et 44% le secteur privé.
- Formation continue :
 - o Plus de 600 sessions de stage par an,
 - o Près de 5 000 stagiaires,
 - o 48% appartenant à la DGAC et 52% venant du secteur privé,
 - o 26% de stagiaires étrangers.

Acronymes

- DGAC : Direction Générale de l'Aviation Civile
- DSAC : Direction de la Sécurité de l'Aviation Civile
- ENAC : Ecole Nationale de l'Aviation Civile
- EASA : European Aviation Safety Agency
- ATO : Approved Training Organisation
- CCAG FCS: Cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services
- PPL(A): Licence Avion de Pilote privé
- FSTD/ FNPT II: Flight Simulation Training Device
- SGS: Système de gestion de la sécurité
- TRM.GEN: Manuel des procédures pédagogiques de l'ENAC
- EFB: "Electronic Flight Bag"
- BPU: Bordereaux des prix unitaires
- PI: Propriété intellectuelle
- HDV: Heure de Vol: également le nom du logiciel de suivi des vols
- OMM: "Organisation Management Manual"
- DAF: Déroulé Anormal de formation
- AMC: "Acceptable Means of Compliances"
- SMS: "Safety Management System"
- OACI: Organisation de l'aviation civile internationale
- CMM: Compliance Monitoring Management
- HT: Head of Training / responsable pédagogique
- CFI: Chief Flight Instructor / Chef Pilote instructeur
- SM: "Safety Manual"
- BF/DBF: Briefing / debriefing
- SOLO : vol sans instructeur
- DUAL : vol avec instructeur en tant que commandant de bord
- SPIC : vol avec instructeur où le stagiaire agit en tant que commandant de bord
- UPRT : "Upset Prevention Recovery Training"

Article 1 - Introduction

1.1 Objectif

Le présent marché a pour objet de sélectionner des prestataires implantés au sein de la zone EASA et qualifiés pour réaliser des phases de formations intégrées au pilotage (de type VFR) et / ou des formations modulaires au pilotage, conformément à la réglementation en vigueur.

1.2 Contexte

La Direction de la formation au pilotage et des vols (DFPV) de l'ENAC forme des élèves pilotes de ligne au profit de compagnies aériennes clientes.

Dans le cadre de contrats régulièrement signés par l'ENAC et chacun de ses clients, l'ENAC réalise généralement les activités suivantes :

- Sélection des meilleurs candidats parmi ceux présélectionnés par le client
- Formation théorique ATPL sur le site de Toulouse au profit des candidats retenus
- Formation pratique CPL, IR/SE, IR/ME et MCC sur les différents sites ENAC
- Formations modulaires

Ces formations théoriques et pratiques sont réalisées conformément au règlement 1178/2011, Annexe I PART-FCL et selon les normes pédagogiques ENAC décrites dans les manuels de formation (TRM). L'ensemble de ces formations sont dispensées dans le cadre de l'approbation de l'ATO ENAC et approuvées par la DSAC.

Certaines de ces formations sont délivrées en langue anglaise.

A l'issue de ces formations, des contrôles de progression internes ENAC ainsi que les contrôles de compétences permettent de délivrer des licences EASA et des qualifications associées.

Pour la plupart des clients, la prestation de l'ENAC se termine après le module MCC et les pilotes rejoignent alors leur compagnie en vue de poursuivre leur cursus aéronautique par une qualification de type suivie d'une adaptation en ligne.

L'ENAC, faisant face à une forte demande, souhaite pouvoir sous-traiter une partie de ses formations à des ATO détenant un certificat EASA et implantés en zone Europe.

Titre I – Dispositions générales

Article 2- Généralités

2.1 Durée et délais d'exécution

La durée de validité de l'accord-cadre est la période à l'intérieur de laquelle les bons de commande peuvent être émis. Elle est fixée à 12 Mois, à compter de la notification du marché.

Le marché est reconductible de manière tacite, dans les conditions définies au CCP, 3 fois, pour une période de 12 Mois, soit une durée maximale de 48 Mois.

Le titulaire du marché ne peut pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R2112-4 du code de la commande publique.

En cas de non-reconduction le délai de préavis est de quatre mois.

Les bons de commande sont attribués dans l'ordre du classement définis par les critères de sélection du présent marché. Si le Titulaire refuse un bon de commande, il est proposé en cascade au Titulaire suivant, et ainsi de suite.

Par exception pour les lots 1 et 2, lorsqu'un Titulaire exécute déjà au moins un bon de commande, afin d'éviter une saturation de ses moyens, l'ENAC se réserve le droit de proposer le prochain bon de commande au Titulaire suivant.

Pour le lot 3, cette exception est appliquée à partir de deux bons de commande simultanés, sans considération du nombre de stagiaires.

Des marchés sans publicité ni mise en concurrence préalable pourront être passés ultérieurement dans les conditions définies au CCP en application de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

2.2 Pièces contractuelles

Le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles dont les annexes financières ;
- le présent Cahier des Clauses Particulières dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et de services (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021) ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- l'offre technique du titulaire dont le mémoire technique ;
- les bons de commande.

2.3 Représentation des parties

Dès la notification du contrat, le Titulaire est autorisé à se rapprocher directement des personnes suivantes :

- Pour les aspects opérationnels : Maxime TARAN maxime.taran@enac.fr et Olivier ORSSAUD olivier.orssaud@enac.fr
- Pour les aspects « Facturation » : enac-dfpv-finances@enac.fr et Yannick KHENNOUSSI yannick.khennoussi@enac.fr
- Gestion et suivi des stagiaires : Yannick KHENNOUSSI yannick.khennoussi@enac.fr et suivi-stagiaires@enac.fr
- Pour les aspects « Conformité » : Daniel HENON-HILAIRE cmm@enac.fr
- Pour les aspects « Pédagogiques » : Stéphane VOIVRET stephane.voivret@enac.fr et Thomas GREZEL thomas.grezel@enac.fr
- Pour les aspects « Sécurité des vols » : safety@enac.fr
- Pour les aspects contractuels : Thierry de Basquiat thierry.de-basquiat@enac.fr, Charlotte DARRENOUGUE charlotte.darrenougue@enac.fr et Etienne DOUILLARD etienne.douillard@enac.fr

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dans son mémoire technique les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Article 3- Décomposition du contrat

Le présent marché comporte trois lots distincts.

L'accord-cadre prévoit que le marché puisse être modifié, conformément à l'article R2194-1 du Code de la commande publique.

Les prestations donnent lieu à un marché à bon de commande, multi-attributaires (5 maximum par lot), en application de l'article R2162-2 alinéa 2 du Code de la commande publique.

En cas d'attribution d'un ou de plusieurs lot(s) à un seul candidat, le marché sera réputé mono-attributaire pour ce lot.

INTITULÉS DES LOTS	Montant minimum HT sur la durée totale de l'accord-cadre (48 mois)	Montant maximum HT sur la durée totale de l'accord-cadre (48 mois)
Lot 1 : Formation VFR sur avion de type SEP à train fixe d'un programme intégré ATP/CPL IRME ENAC	Sans	18 000 000 €
Lot 2 : Formation VFR d'une partie du programme ATP/CPL IRME intégré ENAC jusqu'au test CPL(A) inclus	Sans	6 500 000 €
Lot 3 : Formation pratique CPL(A) modulaire	Sans	500 000 €

Des prestations exceptionnellement non définies pourront être commandées par voie de bons de commande dans la limite de 5% du montant total du marché, sans contrevenir aux principes fondamentaux de la commande publique ni à celui de remise en concurrence périodique.

Chaque année au mois de septembre l'ENAC et le titulaire organisent une réunion de planification afin d'estimer et programmer un calendrier prévisionnel non engageant de formation. Puis, chaque stage fera l'objet d'un bon de commande qui définira le nombre de stagiaires et la date provisoire souhaitée de début de formation.

Les bons de commande comporteront :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du marché,
- numéro et date du bon de commande,
- adresse de facturation,
- désignation des prestations,
- dates retenues,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

La ou les personnes habilitées à signer les bons de commande sont l'acheteur, son ou ses représentants.

Durée des bons de commande

Les bons de commande passés pendant la durée du marché devront être poursuivis jusqu'à leur complète exécution, dans les conditions fixées au présent marché. L'émission de bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché. Le début de l'exécution de la prestation commandée ne pourra intervenir au-delà d'une durée supérieure à 6 mois, au-delà de la fin de validité du marché.

Les délais d'exécution seront indiqués dans chaque bon de commande.

Article 4 – Descriptif du Marché

4.1 Prestations attendues

Les prestations de ce marché sont découpées en trois lots distincts comme suit :

- **Lot 1** : Formation VFR sur avion de type SEP à train fixe d'un programme intégré ATP/CPL IRME ENAC.
 - **Lot 2** : Formation VFR sur avion de type SEP à train fixe et formation CPL sur avion à train rentrant (de type SEP ou MEP) d'un programme ATP/CPL IRME intégré ENAC, jusqu'au test CPL(A) inclus. Le programme de formation peut être basé sur un programme du Titulaire et sera intégré dans un programme ENAC.
 - **Lot 3** : Formation de phase pratique CPL(A) modulaire sur la base d'un programme déposé par le Titulaire ;
- Prérequis d'entrée en formation

Lots 1 & 2 : les stagiaires détiennent un ATPL ou un CPL théorique en cours de validité.

Les stagiaires n'ont pas d'expérience de vol pré-requise, ou n'ont pas de crédit d'heures de vol s'ils ont une expérience préalable.

Lot 3 : les stagiaires détiennent un ATPL ou un CPL théorique en cours de validité ainsi qu'un PPL(A) pratique. Une période de mûrissement préalable à l'entrée en formation CPL(A) pratique EASA peut être nécessaire

- Responsabilité pédagogique et ATO responsable

Pour les lots 1 et 2, le Titulaire applique un programme de formation de l'ENAC, qui garde la responsabilité pédagogique de la formation et reste ATO responsable.

Pour le lot 3, le Titulaire applique son propre programme de formation CPL(A) modulaire et garde la responsabilité pédagogique de la formation et est ATO responsable. Il procède à l'inscription aux examens.

- Volume horaire de formation estimatif :

Pour le lot 1 : le Titulaire applique le volume de formation défini dans un programme ENAC, composé du volume horaire suivant :

- Vol VFR de manœuvrabilité : 29 heures dont 18 en DUAL, 6 en SOLO, 3 en SPIC et 2 en basic UPRT
- Vol VFR de navigation: 27 heures dont 7 en DUAL, 6 en SOLO et 14 en SPIC
- Vol de Nuit, 5 heures dont 3 en DUAL, 1 en SOLO et 1 en SPIC

Pour le lot 2 : le Titulaire applique le volume de formation défini dans son propre programme CPL(A) intégré, respectant les minimas réglementaires définis par l'EASA.

Dans le cas où le titulaire n'a pas de programme CPL(A) intégré certifié ou préfère appliquer le programme ENAC, le volume horaire global estimé est composé de :

- Vol VFR de manœuvrabilité : 29 heures dont 18 en DUAL, 6 en SOLO, 3 en SPIC et 2 en basic UPRT
- Vol VFR de navigation: 27 heures dont 7 en DUAL, 6 en SOLO et 14 en SPIC
- Vol phase CPL VFR : 28 heures dont 8 en DUAL, 6 en SOLO et 14 en SPIC
- Basic IR : 5h de vol en DUAL et 5h de simulateur
- Test CPL
- Adv. UPRT, 4 heures en DUAL au minimum
- Vol de Nuit, 5 heures dont 3 en DUAL, 1 en SOLO et 1 en SPIC

Pour le lot 3 : Le programme CPL(A) modulaire du Titulaire doit respecter les minimas réglementaires définis par l'EASA.

Conformément au règlement 1178/2011, Annexe I PART-FCL et Annexe VII PART-ORA, l'ENAC souhaite pouvoir s'adresser à des prestataires présentant toutes les garanties nécessaires pour dispenser les formations EASA que l'ENAC souhaite réaliser.

En cas d'évolution de la réglementation, le programme doit être adapté en conséquence afin de rester conforme à la réglementation. Une nouvelle annexe financière pourra être établie à ce moment-là.

- Durées de formation :

En l'absence de mention de durée dans le bon de commande, les durées maximales de formation suivantes s'appliquent :

-Lot 1 : 13,5 semaines

-Lot 2 : 19,5 semaines

-Lot 3 : 7 semaines

En plus de ces durées de formation, les « périodes tampons » suivantes s'appliquent :

-Lot 1 : 1,5 semaines

-Lot 2 : 2,5 semaines

-Lot 3 : 1 semaine

En plus des périodes de repos (deux jours de repos hebdomadaires), les périodes tampons correspondent à des jours de congés pour les stagiaires.

Leur positionnement est à la discrétion du titulaire et peuvent être groupés ou fractionnés, et doivent être communiqués à l'ENAC.

Les périodes tampons peuvent être différentes pour chaque stagiaire.

Exceptionnellement, les périodes tampons peuvent être utilisées pour rattraper du retard, uniquement sur accord de l'ENAC.

4.2 Prestations accessoires à la formation

Outre la formation, le prestataire devra la réalisation des prestations suivantes :

- Organisation d'une navette aller et retour entre le lieu d'hébergement et l'aéroport international du vol d'arrivée des stagiaires.

- L'hébergement en chambre à usage individuel , dans un hôtel de type 3* minimum, appartement ou résidence hôtelière, disposant de WIFI gratuit

Le titulaire peut proposer plusieurs solutions dans son mémoire technique, ou transmettre une liste d'hébergement à proximité, avec le cas échéant, des garanties de réservation ou priorités de réservation pour les stagiaires à des tarifs préférentiels.

Si la distance entre le lieu d'hébergement et le lieu de la formation est supérieure à 1 km, une ou plusieurs navettes journalières (ou autre solution de déplacement), en fonction des horaires de formation, doit être organisée.

Le titulaire doit garantir un accès à une cafétéria ou autre type de restauration avec des tarifs négociés ou l'accès à une cuisine et un espace partagé afin de préparer et prendre ses repas. Le titulaire peut proposer une solution de restauration en pension complète.

4.3 Certifications

Le candidat devra produire son dernier certificat ATO EASA, en cours de validité.

Par ailleurs, l'organisme de formation doit assurer une maintenance et le suivi de navigabilité de ses avions, et transmettre à l'ENAC les certificats de maintenance de l'Autorité compétente.

Si l'organisme de formation n'assure pas en propre la maintenance de ses propres avions, il doit transmettre à l'ENAC les certificats de ses sous-traitants et présenter ces derniers dans son mémoire technique.

4.4 Exigences humaines et techniques

Le Titulaire doit fournir le personnel, les installations, les équipements et les commodités nécessaires pour dispenser les cours de formation tels que spécifiés dans le programme de formation, y compris, mais sans s'y limiter, des salles de classe, des salles de réunion, des aéronefs et des instructeurs adaptés.

Les ressources de formation (salles de classe, salles de briefing et aéronefs) fournies par le Titulaire sont approuvées et exploitées conformément aux exigences de la Partie-FCL EASA applicable à la formation dispensée.

A. Flotte

Equipement requis :

Lot 1 : Le Titulaire dispose d'une flotte homogène d'avions de type SEP (*Single Engine Piston*) Glass Cockpit à train fixe.

Lot 2 : Le Titulaire dispose d'une flotte homogène :

- Pour la phase 1 VFR, un ou plusieurs avion(s) de type SEP (*Single Engine Piston*) Glass Cockpit à train fixe.
- Pour la phase 2 VFR, deux possibilités ; Soit un type avion SEP Glass Cockpit à train rentrant (afin de pouvoir passer le test CPL(A)), soit un avion de type MEP en cas d'absence d'avion SEP à train rentrant. Dans ce deuxième cas, le Titulaire devra inclure dans son programme de formation une qualification de classe sur avions multimoteurs (QC-MEP).
- Un ou plusieurs avion(s) habilité(s) à délivrer la qualification Advanced UPRT.

Lot 3 : Le Titulaire dispose d'une flotte homogène de type avion SEP Glass Cockpit à train rentrant (afin de pouvoir passer le test CPL(A)) ou d'avions de type MEP Glass Cockpit, en cas d'absence d'avion SEP à train rentrant. Dans ce deuxième cas, le Titulaire devra inclure dans son programme de formation une qualification de classe sur avions multimoteurs (QC-MEP).

■ Simulateurs de vols

S'il dispose de simulateur de types SEP et/ou MEP, le Titulaire doit justifier d'un certificat EASA.

Dans tous les cas, si le Titulaire dispose d'un simulateur, l'annexe financière doit intégrer ce moyen de formation qui pourra être utilisé pour de la formation hors crédit des heures de vols de formation.

B. Equipe pédagogique

■ Instructeurs

Les instructeurs concernés par la prestation devront impérativement justifier d'une licence EASA ainsi qu'une qualification FI(A) avec les privilèges du FI CPL(A) en cours de validité.

Les CV avec l'expérience de vol des instructeurs sont annexés au dossier de réponse des candidats.

C. Infrastructures

Le Titulaire dispose d'une ou plusieurs salles de classe correctement équipées afin de dispenser les cours au sol dans les meilleures conditions. En fonction de la dotation stagiaire et des équipements numériques fournis par le Titulaire, les salles de cours doivent disposer d'un tableau/écran blanc, de tables, de chaises, de matériel informatique en nombre suffisant pour accommoder, au minimum, un groupe de 12 stagiaires simultanément.

Le Titulaire dispose également d'autres ressources de formation (salles de briefing et debriefing, salle de préparation des vols, laboratoires de langues...), toutes sont équipées, approuvées et exploitées conformément aux exigences de la Partie-FCL applicable à la formation dispensée.

Enfin, le Titulaire dispose à minima d'une salle de réunion équipée d'un système de visioconférence afin de réaliser les réunions avec l'ENAC.

L'accès à internet en Haut Débit, via un réseau filaire ou WIFI, est disponible gratuitement aux stagiaires dans l'ensemble des salles de formation du Titulaire. Un élargissement de l'accès numérique sur l'ensemble du campus est recommandé.

D. Dotation stagiaire

En fonction de la demande ENAC et du lot, le Titulaire fournit l'ensemble de la documentation transmise au stagiaire en langue anglaise ou française, sous format papier ou numérique. En cas de support numérique, le support de lecture choisi par le Titulaire (type tablette, liseuse) est fourni au stagiaire.

Un casque est mis à disposition des élèves avec la connectique adaptée aux aéronefs utilisés par le Titulaire. Le casque peut être prêté au stagiaire, loué ou vendu à l'ENAC. Dans ces deux derniers cas, le prix du casque doit être mentionné en annexe financière.

Sauf exception, l'uniforme est exigé, et fourni aux stagiaires par l'ENAC.

Article 5 - Obligations du Titulaire

5.1 Obligations générales

Le Titulaire doit s'acquitter de toutes les obligations qui lui incombent en vertu du présent marché dont notamment l'exécution des obligations suivantes :

(1) Le Titulaire doit fournir à l'ENAC tous les documents opérationnels et pédagogiques demandés par l'ENAC :

- Manuel de formation et de standardisation des instructeurs, manuel des avions de la flotte,
- Toutes les procédures pédagogiques,
- Système de gestion de la sécurité (SGS),
- Plan d'intervention d'urgence,
- Règlement intérieur et académique du Titulaire,
- Manuels de qualité et de procédures
- Certificats de maintenance et de navigabilité,
- Liste des aérodrômes, des FSTD et des avions.

(2) Le Titulaire est responsable de fournir et de maintenir toutes les ressources humaines (effectifs constant) et matérielles nécessaires à l'exécution du contrat. Outre l'exécution des prestations de formation, cette obligation comprend également les périodes de standardisations et inclut notamment :

- La disponibilité des personnels du Titulaire pour les périodes identifiées de standardisation,
- La fourniture des équipements aériens et infrastructures nécessaire aux séances de standardisation.

(3) Le Titulaire doit fournir tous les documents techniques ou administratifs requis ou exigés par l'ENAC. Le Titulaire fournit notamment :

- La documentation aéronautique,
- Les cours et aux moyens du Titulaire (cours système, réglementation).

(4) Le Titulaire doit tenir l'ENAC informée de toute information importante relative au marché ou aux services de formation qu'il reçoit directement de l'Autorité, d'un stagiaire ou d'un tiers.

(5) Le Titulaire doit informer l'ENAC sans délai de toute difficulté rencontrée dans l'exécution de sa prestation et doit lui fournir, en temps utile, toute réclamation, plainte, réserve ou déclaration de désaccord qu'il pourrait émettre.

(6) Le Titulaire s'engage à employer des travailleurs déclarés. En particulier, le Titulaire s'engage à honorer toutes les obligations de déclaration aux autorités administratives, du travail et fiscales requises dans le pays concerné. Les Titulaires s'engagent à fournir tous les documents nécessaires à la première demande de l'ENAC. Le Titulaire est tenu de présenter à l'ENAC des instructeurs (au sol et en vol) titulaires d'une licence et qualifications associées valides.

(7) Le titulaire s'engage à participer à l'ensemble des réunions auxquels il sera convié par l'ENAC dans le cadre de l'exécution des prestations et notamment les réunions de suivi des stages. Le Titulaire doit utiliser les outils de l'ENAC (dont HDV et POLARIS, sur demande de l'ENAC).

Pour les lots 1 et 2, le Titulaire doit utiliser les logiciel ENAC « HDV » (comptabilisation des heures de vol) ainsi que « POLARIS (suivi pédagogique des stagiaires).

Pour le lot 3, le Titulaire doit utiliser le logiciel ENAC « HDV » uniquement.

Une formation à ces logiciels est organisée en visioconférence entre l'ENAC et le Titulaire, préalablement à la réalisation de la première prestation.

(8) Le Titulaire doit entreprendre toutes les actions nécessaires à l'exécution du programme de formation, **conformément aux réglementations ou aux spécifications de l'EASA**. Dans le cas du lot 3, le Titulaire doit vérifier que le programme de formation est conforme à la réglementation EASA en vigueur et réaliser tous les changements obligatoires pour maintenir cette conformité avec la réglementation EASA pendant la durée de validité du contrat du client.

(9) Le titulaire s'engage à dispenser les formations conformément au programme de formation tel qu'il sera validé par l'ENAC, délivrer les attestations de fin de formation, dossiers stagiaires et les copies des licences.

(10) Le titulaire garantit l'accessibilité de son site à l'ENAC ainsi qu'à ses clients dans le cadre notamment d'audits, des sessions de supervision, d'observations et toutes autres opérations de contrôle décrites.

5.2 Obligation de résultat et obligation de moyen

- Formation : obligation de moyens

Le Titulaire est soumis à une obligation de moyens quant à la réussite de la formation par le stagiaire.

Cependant, le Titulaire est soumis à une obligation de moyens quant à la fourniture de tous les moyens humains et matériels afin de permettre la réussite de la formation du stagiaire et/ou la réalisation d'une formation spécifique validée par l'ENAC en cas de difficultés de formation.

- Dates de la prestation : obligation de résultat

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat quant aux dates proposées de réalisation de la prestation pour toute commande adressée dans un délai de 180 jours avant le début du stage pour les lots 1 et 2, et dans un délai de 90 jours avant le début du stage pour les lots 3. Il réalise la prestation aux dates communiquées par l'ENAC dans le bon de commande.

En cas de réception d'un bon de commande à moins de 180 jours pour les lots 1 et 2, et à moins de 90 jours pour le lot 3, le titulaire peut proposer des dates alternatives qu'il soumet à l'ENAC pour validation. En absence d'accord de l'ENAC sur les dates proposées, le bon de commande est annulé.

Les dates de la prestation s'entendent comme :

- la date de démarrage est la date d'arrivée du stagiaire ;
- la date de fin est la date du retour du stagiaire vers l'ENAC.

5.3 Obligation spécifique de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil. Il engage sa pleine et entière responsabilité pour ce qui concerne les choix techniques mis en œuvre qu'il a validé, y compris lorsque ceux-ci ont été proposés par l'ENAC.

Dans l'hypothèse où il n'aurait pas respecté cette obligation, le titulaire concerné ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché ou dans une commande pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Le titulaire ne pourra être tenu pour responsable des conséquences d'une décision de l'ENAC différente de celle qu'il aurait préconisée.

5.4 Obligation spécifique d'informations

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information à l'égard de l'ENAC et notamment des évolutions de la réglementation EASA. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objets du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution dans un délai de 30 jours suivants leur entrée en vigueur.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter les sessions de formation.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- À son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.
- Aux qualifications de ses intervenants
- Aux rapports des audits de sécurité délivrés par les autorités compétentes

Le titulaire a la responsabilité de son personnel pour l'exécution des prestations demandées dans le présent accord-cadre.

Le titulaire est tenu de signaler à la personne publique tous les éléments qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

Article 6 – Exécution des prestations

6.1 Localisation

Les prestations de formations sont réalisées sur le ou les sites déclarés du Titulaire. Les prestations accessoires sont fournies et/ou réalisées à proximité du ou des sites déclarés du Titulaire. Dans le cas où le titulaire a plusieurs sites, les délais d'acheminement, de mise en place ou de transfert doivent être réduits au maximum et inclus dans la durée de formation. Tous les frais de transport ainsi que les éventuels frais administratifs dans le cas où les différents sites ne sont pas dans le même pays doivent être intégralement pris en charge par le Titulaire.

6.2 Langue d'enseignement

Les prestations de formations peuvent être réalisées en langue anglaise ou française.

6.3 Sous-traitance

La sous-traitance des prestations de formations est interdite. Il est précisé que les formateurs répertoriés dans la liste des formateurs approuvés du titulaire ne sauraient être considérés comme des sous-traitants.

Les autres prestations peuvent être sous-traitées. Dans ce cas, l'entreprise sous-traitante doit obligatoirement être acceptée par l'ENAC. L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant est possible en cours de marché selon les modalités définies par le Code de la commande publique.

Article 7 – Responsabilités et Assurances

7.1 Responsabilité

L'ENAC et le Titulaire sont responsables dans les conditions de droits communs, sous réserve des précisions suivantes.

Le Titulaire est seul responsable de tout dommage, corporel et matériel, causé, de son fait, du fait de son personnel ou de ses sous-traitants et de manière générale de toute personne intervenant pour son compte, à l'ENAC, à ses préposés ou à ses élèves et stagiaires, à l'occasion de l'exécution du présent marché, sauf faute lourde ou intentionnelle de ces derniers.

Le Titulaire garantit l'ENAC contre tout recours de tiers (en ce compris les élèves et stagiaires) ayant pour origine l'exécution du présent marché, et en tout état de cause indemniser l'ENAC, de toutes les pertes, dommages, coûts et dépenses, y compris les frais de justice et honoraires d'avocats, supportés par l'ENAC à ce titre.

En tout état de cause, l'ENAC et le Titulaire conviennent que leur responsabilité ne sera engagée que pour les conséquences des dommages directs et que l'indemnisation des dommages indirects est exclue. Dans ce cadre, les Parties conviennent que sont des dommages indirects notamment, les pertes de bénéfices, de chiffre d'affaires, de marges, de revenus, pertes de commandes, de clients, d'exploitation, d'actions commerciales, ou encore l'atteinte à l'image de marque.

7.2 Assurances

Le Titulaire assure la couverture de son personnel en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles, sans préjudice de tout recours contre les tiers responsables.

Sans préjudice de ses responsabilités et obligations, le Titulaire souscrit et maintient pendant toute la durée du marché, auprès d'assureurs notoirement solvables, les polices ci-après :

- Une assurance responsabilité civile générale conforme aux montants des couvertures ENAC. L'attestation d'assurances est vérifiée par l'ENAC.
- Une assurance responsabilité civile des aéronefs (y compris passagers) au profit des personnels ENAC, élèves, stagiaires ou clients envoyés par l'ENAC en exécution de contrats conclus avec l'ENAC, lorsqu'ils volent ou sont à bord ou au sol, et dans le cadre de l'exécution du présent marché. Les garanties doivent être conformes au Règlement CE 785/2004 ; qui couvre également les passagers
- Une assurance individuelle conforme aux montants des couvertures ENAC.

Le détail de ces polices d'assurances devra être fourni dans le dossier de candidature.

Article 8- Conditions financières

8.1 Contenu des prix

Les prix de l'accord-cadre sont des prix unitaires appliqués aux quantités réellement exécutées sur la base de l'annexe jointe

à l'acte d'engagement. Des prix unitaires sont également indiqués afin de traiter les éventuels compléments de formation ou les prestations ponctuelles.

Les prix proposés dans l'annexe financière sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres taxes (atterrissages, handling...), frappant obligatoirement les prestations, y compris les frais liés à l'assurance, la production des livrables, les éventuels frais de transport, d'hébergement et de restauration de ses personnels pour l'exécution des prestations. Aucun frais supplémentaire ne sera facturé.

Un devis est demandé au Titulaire avant le début de la prestation incluant les éventuelles options retenues. A réception, l'ENAC transmettra un bon de commande.

Les éventuels compléments de formations et prestations accessoires commandées au cours d'exécution d'un bon de commande principal, font l'objet d'un accord ou demande expresse de l'ENAC par email, préalable au démarrage des prestations.

Les compléments de formation ainsi commandés seront facturés une fois la formation terminée sur la base d'un bon de commande ad-hoc.

8.2 Variation des prix

Les prix du marché sont fermes la première année d'exécution. Les prix des prestations et les tarifs unitaires seront révisables annuellement, à l'initiative du Titulaire, à chaque date anniversaire du marché selon la formule suivante présentée ci-dessous.

Si la nouvelle annexe financière est transmise à l'ENAC après la date anniversaire du marché, elle n'a pas d'effet rétroactif.

En cas de transmission de la nouvelle annexe financière à l'ENAC avant la date anniversaire du marché, elle ne prend effet qu'à compter de la date anniversaire du marché.

Formule de révision :

$$P_n = P_0 \times (0,25 + 0,60 \times S_n / S_0 + 0,15 \times G_n / G_0)$$

P0 : Prix initial du contrat

S : Index du travail - <https://www.syntec.fr/>

S0 (indice initial) : Janvier 2025 : 315.2

Sn : Dernier indice du mois de Janvier publié à la date de calcul de la révision de prix.

G : Prix du diesel - code INSEE 001763656

<https://www.insee.fr/en/statistiques/serie/001763656>

G0 (indice initial) : Janvier 2025 : 144.73

Gn : Dernier indice du mois de Janvier publié à la date de calcul de la révision de prix.

Le tarif en vigueur est celui applicable à la date de transmission du bon de commande, quelle que soit la date d'entrée en formation des stagiaires.

Clause de sauvegarde

L'ENAC se réserve le droit de résilier la partie non exécutée du marché à la date de changement de tarif, si ce changement conduit à une augmentation de plus de 5% sur la durée totale du marché.

Cette résiliation sera effective dans les 4 mois à compter de la date à laquelle le nouveau tarif devrait être appliqué. La décision ainsi que la date effective de résiliation sera signifiée dès le calcul du nouveau tarif au titulaire du marché.

L'ancien tarif continuera à s'appliquer jusqu'à cette résiliation.

8.3 Modalités de règlement

A. Devise et taux de conversion

Les prestations sont payées en euros.

B. Taxes

Sauf indication contraire expresse dans le présent marché, le Titulaire est responsable du dépôt de toutes les déclarations fiscales et du paiement de toutes les taxes qu'il peut être tenue de payer en vertu de la législation applicable, y compris, mais sans s'y limiter, les taxes locales de vente, d'utilisation, sur la valeur ajoutée et autres, les droits de douane et autres tarifs et redevances similaires.

C. Facturation électronique

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La facture libellée au nom L'ENAC, doit impérativement comporter les indications prévues par la réglementation de la Comptabilité Publique et notamment les renseignements suivants :

- La référence de l'opération (202500FCS012)
- Le N° d'engagement juridique (Transmis par l'ENAC après la notification du marché)
- Les nom et adresse du bénéficiaire des prestations,
- La désignation de la prestation exécutée
- Le montant hors-taxes,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant TTC,
- La date d'exigibilité,
- Le numéro de compte bancaire ou postal du Titulaire,
- Le numéro de TVA intracommunautaire L'ENAC : FR57193112562,
- Le numéro de SIRET de l'ENAC : 19311256200080
- Le numéro de TVA intracommunautaire du Titulaire.

Facturation électronique

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, **le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.**

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- ➡ Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- ➡ Par dépôt au format PDF
- ➡ Par saisie en ligne dans le portail

******* Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif au développement de la facturation électronique dans la commande publique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.**

En cas de désaccord sur une partie de la facture, L'ENAC s'oblige à payer, dans les conditions prévues ci-dessus, la partie non contestée.

D. Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R2192-10 du Code de la commande publique.

E. Règlement de la prestation

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est prévue selon les modalités figurant au Code de la commande publique. Le montant de l'avance est de 30% du montant du bon de commande.

Par ailleurs, sur la base d'une facture émise par le Titulaire, un acompte de 30% du montant du bon de commande sera versé lorsque l'intégralité des stagiaires d'un même bon de commande auront réalisé le premier vol SOLO.

Le solde du paiement est effectué sur la base d'une facture finale émise par le Titulaire à l'issue de la prestation de formation.

Les prestations passées par bons de commande font l'objet de paiement par virement sur le compte bancaire du titulaire après constatation du service fait, après réception des factures dans Chorus Pro.

Si les stagiaires sont en retard d'au moins trois semaines par rapport au reste du groupe, quelle qu'en soit la raison, les stagiaires en retard seront facturés séparément.

F. Pénalités

F.1 Pénalité(s) de retard en fin de formation.

En cas de non-respect de la date de fin de formation, sauf cas de retard non imputable au Titulaire prévus ci-après, l'ENAC se réserve le droit de demander une pénalité de deux cent cinquante euros hors taxe (250 €) par semaine de retard et par stagiaire.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure adressée au titulaire par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

La date de fin de formation est définie selon le principe suivant :

Date de fin de formation = date de début de formation mentionnée au bon de commande + durée de formation mentionnée au bon de commande ou à défaut dans le présent cahier des charges.

Aucune pénalité ne sera appliquée en cas de retard non imputable au Titulaire, dont notamment :

- Retard ou interruption imputable à l'élève pilote, délais liés à l'organisation des visites médicales (CEMPN), d'accident, d'arrêt maladie, départ de l'Apprenant, inaptitude médicale, problème de visa, difficultés personnelles, raisons disciplinaires ou absence de l'élève pilote,
- Difficultés d'apprentissage , procédure « ATP » (abnormal training procedure), dès lors que le retard imputable est communiqué au moment du ATP (en pareil cas, un nouveau Calendrier sera alors fixé conjointement entre les Parties) ;
- Retard attribuable à de mauvaises conditions météorologiques dûment justifiées ;
- Les deux jours d'interruption de stage en attente d'instruction en cas d'ATP,
- Force majeure telle que définie dans l'article 9 ;
- Une demande de l'Aviation Civile de modification de tout ou partie du programme de formation ou des restrictions réglementaires affectant le bon déroulement de la formation ;
- Retard ou interruption imputable à l'ENAC (en pareil cas, un nouveau Calendrier sera alors fixé conjointement entre les Parties) ;
- Réunion interne avec des cadets en formation et le Client final de l'ENAC, sur les périodes de formation et éventuelle période d'attente consécutive.

Dans ces cas, le Titulaire doit procéder au moment de l'événement à l'émission d'un DAF (« Déroulement anormal de formation », défini à l'article 15.3), et transmettre à l'ENAC les justificatifs nécessaires à l'appui de sa demande.

F.2 Pénalité(s) d'annulation totale ou partielle d'un bon de commande.

En cas d'annulation totale de la commande par le Titulaire, ce dernier devra verser à l'ENAC les pénalités ci-après définies.

1) Annulation à plus de cent-quatre-vingts (180) jours calendaires avant la date de début de cette formation, des frais d'annulation ou de reprogrammation correspondant à dix pour cent (10 %) du montant du bon de commande s'appliquent ;

2) Annulation entre cent-quatre-vingts (180) jours et quarante-cinq (45) jours calendaires avant cette formation, des frais d'annulation ou de reprogrammation correspondant à cinquante pour cent (50 %) du montant du bon de commande s'appliquent.

3) Annulation à moins de quarante-cinq (45) jours calendaires avant cette formation, des frais d'annulation ou de reprogrammation correspondant à cent pour cent (100 %) du montant du bon de commande s'appliquent.

Toute demande d'annulation d'une commande doit être envoyée par e-mail aux correspondants opérationnels identifiés auprès de l'autre Partie. La demande est irrévocable. Pour des raisons de clarté, le premier jour du délai de préavis est la date de réception du courrier électronique.

En cas d'annulation partielle, c'est-à-dire que le Titulaire modifie à la baisse le nombre de stagiaires prévus dans le bon de commande, les pénalités ci-dessus s'appliquent au prorata du nombre de stagiaires annulés.

Dans le cas où le Titulaire annulerait au moins deux (2) fois une commande sur la durée du marché, l'ENAC se réserve le droit de le déclasser au rang inférieur.

F.3 Les pénalités prévues au point F.1, F.2 peuvent être cumulatives.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS les pénalités sont dues dès le premier euro.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS les pénalités ne sont pas plafonnées.

G. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article R2192-10 du Code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément à l'article R2192-31 au R2192-36 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40,00€.

Article 9 – Force majeure

Nonobstant toute autre disposition du marché, aucune des Parties ne sera responsable de l'inexécution de ses obligations si cette inexécution est causée par des circonstances indépendantes de sa volonté et définies comme un cas de Force Majeure par l'article 1218 du Code civil français.

La Partie empêchée informera, sans délai, l'autre Partie d'un tel événement par tout moyen et si possible par lettre recommandée avec accusé de réception. Les Parties se consultent alors sur les actions appropriées à entreprendre pour remédier à cet événement.

Le marché sera suspendu de plein droit pendant toute la durée de l'événement de Force Majeure à l'exception des articles " Responsabilité et Assurance ", " Sous-traitance ", " Propriété Intellectuelle " et " Confidentialité ". L'ENAC peut, tant que la Force Majeure et/ou ses conséquences perdurent, s'adresser à tout tiers de son choix pour assurer la continuité des Services de formation, sans que le Titulaire ne puisse prétendre à des dommages et intérêts.

Si l'événement de Force Majeure empêche une Partie d'exécuter ses obligations pendant plus de soixante (60) jours calendaires, le Contrat peut être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des Parties, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'autre Partie.

Si, à la suite de circonstances de nature économique, politique, juridique ou commerciale (à l'exclusion des cas de force majeure visés ci-dessus), imprévisibles pour les Parties lors de la conclusion de l'Accord, sur lesquelles elles n'ont aucune prise et qui surviennent après la signature du présent marché, et si l'équilibre qu'il établit entre les Parties devait être modifié au point de rendre son exécution gravement préjudiciable pour l'une ou l'autre des Parties, la Partie subissant ce préjudice (sous réserve d'en démontrer l'existence et l'importance) aura la faculté de demander à l'autre Partie, sous réserve qu'elle formule cette demande par lettre recommandée avec accusé de réception, que soit recherchée d'un commun accord, dans un esprit de compréhension mutuelle et d'équité, la solution la plus appropriée pour mettre fin au déséquilibre constaté, en apportant, le cas échéant, une modification aux dispositions prévues dans le présent marché.

Pendant toute la durée des négociations, l'accord continue à s'appliquer dans les conditions initialement définies.

Si la poursuite de l'Accord apparaît économiquement impossible pour les Parties soumises à son adaptation, conformément à la procédure de conciliation susmentionnée, la Partie qui se prévaut du présent article a la possibilité de résilier l'Accord, sans préjudice du droit de l'autre partie d'exercer tout recours devant les tribunaux si les conditions d'application du présent article ne sont pas réunies.

Article 10 – Confidentialité et Ethique commerciale

10.1 Obligation de confidentialité

Les Parties considèrent comme confidentiels tous documents, informations et données échangés dans le cadre de l'exécution du Marché public, quel qu'en soit le support, et s'abstiennent de les divulguer à des tiers sans l'accord préalable écrit de l'autre Partie.

Chacune des Parties peut divulguer les informations confidentielles de l'autre Partie à ses propres employés, formateurs et autorités en matière d'aviation civile, mais uniquement dans la mesure où cela est nécessaire aux fins de l'exécution des présentes.

Les obligations de la présente clause ne s'appliquent pas aux informations qui :

- (a) sont déjà connues de la Partie réceptrice au moment où elles lui sont divulguées par l'autre Partie ;
- (b) tombent dans le domaine public autrement qu'en conséquence d'un acte de la Partie réceptrice en violation du présent Contrat ;
- (c) sont légalement obtenues d'un tiers par la Partie réceptrice sans restriction de divulgation et sans manquement au présent Contrat ; ou
- (d) font l'objet d'une autorisation de divulgation écrite émise par la Partie divulgatrice.

La divulgation d'informations confidentielles à une autorité dont la Partie réceptrice peut établir qu'elle est juridiquement compétente pour requérir ladite divulgation ou qui a requis ladite divulgation ne saurait constituer un manquement au présent Contrat si ladite divulgation a été requise par l'autorité en question autrement qu'en conséquence d'un acte ou d'une omission volontaire de la part de la Partie réceptrice.

10.2 Clause d'éthique commerciale

Les Parties fondent le développement de leurs activités sur le principe du respect de leurs valeurs éthiques et de leur intégrité en se conformant strictement aux législations et réglementations nationales et internationales, et notamment celles relatives à la lutte contre la corruption. En particulier, chaque partie s'engage à ne verser aucune commission et à n'accorder aucun avantage indu dans le cadre de ses contrats avec des organismes publics ou des entreprises du secteur privé.

Les Parties attendent des personnes et des entreprises travaillant en partenariat avec elles, ou en sous-traitance, qu'elles respectent strictement ces mêmes principes de respect de la loi, y compris les lois relatives à la corruption et les règles de concurrence.

Le Titulaire s'engage expressément à ne pas démarcher le client final de l'ENAC pendant la durée du marché.

Article 11 – Propriété intellectuelle

11.1 Dispositions générales

Les Parties mettront tout en œuvre pour maintenir la validité et l'accessibilité de leurs Propriétés intellectuelles (PI) respectives pendant toute la durée de validité du Contrat spécifique.

Les Parties garantissent que leurs PI respectives n'enfreignent aucun droit de tiers et assument la responsabilité liée à tout recours engagé par des tiers concernant leurs droits de Propriété intellectuelle respectifs.

Chaque Partie demeure le détenteur exclusif de toute Propriété intellectuelle produite par elle dans le cadre de l'exécution du Marché public. Chaque Partie conserve la propriété exclusive de toute PI qui lui appartenait déjà à la date de signature du Marché public.

11.2 Programme, cours et outils du Titulaire

Les programmes de formation du Titulaire, les cours et la documentation associés mentionnés dans le présent Marché public et les outils de suivi du Titulaire restent la propriété intellectuelle du Titulaire.

L'ENAC convient que le présent Marché public ne lui cède aucunement et qu'il n'obtient aucunement du Titulaire un quelconque droit afférent à tous supports de formation, documents et/ou logiciels de du Titulaire utilisés aux fins de la prestation des Services.

Le Titulaire octroie à titre gracieux et exclusivement aux fins de l'exécution du Marché public, un droit strict d'exploitation de la PI non cessible et non exclusif à l'ENAC aux fins de l'exécution du Contrat. L'exploitation de la Propriété intellectuelle à d'autres fins, y compris à des fins commerciales, est proscrite sans l'accord préalable écrit du Titulaire.

En complément, le Titulaire accorde un droit de communication de son programme de formation et autre documentation associée au client final de l'ENAC pour lequel la formation est dispensée.

11.3 Programmes, cours et outils de l'ENAC

Les programmes de formation intégrés ou modulaires de l'ENAC, les cours et la documentation associés mentionnés dans le présent Marché public et les outils de suivi de l'ENAC restent la propriété intellectuelle de l'ENAC.

Le Titulaire convient que le présent Marché public ne lui cède aucunement et qu'il n'obtient aucunement de l'ENAC un quelconque droit afférent à tous supports de formation, documents et/ou logiciels de l'ENAC utilisés aux fins de la prestation des Services.

L'ENAC octroie à titre gracieux et exclusivement aux fins de l'exécution du Marché public, un droit strict d'exploitation de la PI non cessible et non exclusif au Titulaire aux fins de l'exécution du Contrat. L'exploitation de la Propriété intellectuelle à d'autres fins, y compris à des fins commerciales, est proscrite sans l'accord préalable écrit de l'ENAC.

Article 12 – Résiliation

L'ENAC peut résilier l'accord-cadre, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article R2143-6 et suivants du Code de la commande publique et selon les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG FCS.

Article 13 – Traitement des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné " le règlement européen sur la protection des données ".

Les dispositions suivantes ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant, au sens du règlement européen sur la protection des données, désigné le titulaire, s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement, désigné l'acheteur, les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

13-1- Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

13-2- Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public,
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

A. Sous-traitance ultérieure (Hors prestations de formations)

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné " le sous-traitant ultérieur ", pour mener des activités de traitement spécifiques (Hors prestations de formation). Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieure.

L'acheteur dispose d'un délai minium de 10 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

B. Droit d'information des personnes concernées

Le titulaire, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec l'acheteur avant la collecte de données.

C. Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à dpo@enac.fr.

E. Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : mail adressé à : dpo@enac.fr.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Après accord de l'acheteur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL), au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

F. Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

G. Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

H. Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

I. Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

J. Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant ;
- Une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins ;
- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;

- Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

K. Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- Fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

Article 14 – Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG FCS.

Le présent marché est régi par le droit français, auquel les parties se soumettent expressément, sans tenir compte des principes de choix de la loi applicable.

En cas de divergence d'opinion sur l'interprétation, l'exécution ou les conséquences du marché, les Parties s'engagent à tout mettre en œuvre pour parvenir à un règlement amiable.

A défaut de règlement amiable dans un délai de soixante (60) jours à compter de la réception des notifications écrites du différend par l'une ou l'autre des Parties par lettre recommandée, le différend sera soumis au Tribunal français compétent dont relève l'acheteur.

Titre II – Dispositions particulières applicables à tous les organismes de formations

Article 15 - Suivi de progression des stagiaires

15.1 Les outils

A. Lots 1 & 2 : Outil de suivi des formations « POLARIS »

L'ENAC dispose d'un logiciel de livret de progression de la formation, nommé « POLARIS ». Ce système donne la possibilité à l'ENAC de suivre électroniquement la progression réelle des stagiaires.

Un dossier de progression est créé dans POLARIS pour chaque stagiaire.

Après chaque session de formation, le formateur rend compte de son évaluation des performances et des progrès du stagiaire. En plus des commentaires libres des formateurs, Polaris intègre le cadre de compétences choisi par l'ENAC. Il permet d'enregistrer l'acquisition des compétences tout au long de la formation.

Le Titulaire doit renseigner POLARIS. Il peut, en sus, réaliser une nouvelle saisie dans son propre outil de suivi. En cas d'impossibilité technique, un livret de progression en version papier doit être réalisé. Une copie est transmise chaque semaine à l'ENAC par email ainsi qu'une copie complète à la fin du stage pour archivage légal.

Dans le cas d'un Titulaire ATO disposant d'un outil de suivi des formations en ligne, disponible à tout moment, et sous réserve de l'accord express de l'ENAC, l'ENAC étudiera la possibilité d'utiliser l'outil du Titulaire en lieu et place de POLARIS.

B. HDV (Lots 1, 2 et 3)

HDV pour « Heure de Vol » est le système d'enregistrement des heures de vol de l'ENAC. Il s'agit d'un outil électronique permettant d'enregistrer toutes les heures de vol effectuées. L'enregistrement dans HDV est obligatoire pour la facturation. Tous les vols effectués avec un stagiaire ENAC et/ou un instructeur de vol de l'ENAC doivent être enregistrés sur ce système.

15.2 Les réunions

Le déroulement d'un programme de formation exige une parfaite communication et coordination entre le Titulaire et l'ATO ENAC. Des réunions régulières en distanciel par visioconférence ou téléphone seront organisées entre le Titulaire et l'ENAC pour chaque groupe de stagiaires.

Les réunions peuvent être réalisées avec plusieurs objectifs :

- Réunion de lancement afin de préparer l'arrivée des stagiaires et rappeler les attendus
- Réunions de suivi de stage (fréquence recommandée tous les 15 jours lorsqu'un groupe de stagiaires est en formation), les principaux sujets abordés : examen individuel de la progression de chaque stagiaires, analyse des potentielles difficultés, prise de décision en cas de comportement inapproprié d'un stagiaire...
- Réunion de retour d'expériences

En parallèle, le Titulaire et l'ENAC mettront en place un comité de suivi pédagogique afin d'analyser les retours d'expériences en cours de formation. Le Comité pourra proposer des ajustements au programme afin de répondre aux besoins de l'ATO ENAC. Il pourra s'agir de modifications majeures ou mineures. Les modifications majeures/mineures au sens de la Part-ORA sont décrites aux §II.1.1 et §II.1.2 de l'OMM de l'ENAC :

- « Une modification majeure est une modification imposée par l'autorité ou réalisée au profit d'un client qui implique une modification de la répartition et/ou du volume des heures de formation dans son programme. Toute modification majeure au sens de la Part ORA fera l'objet d'une nouvelle édition et devra être approuvée préalablement par l'autorité. Un avenant au Contrat et une réévaluation tarifaire sur la base des tarifs unitaires pour les modifications apportées seront nécessaires.
- Toute modification mineure fera l'objet d'un nouvel amendement au programme sera réalisé et sera notifiée à l'autorité.

15.3 En cas de déroulé anormal de formation « DAF »

Le responsable pédagogique du Titulaire ATO EASA ou le responsable délégataire de l'ATO ENAC (pour les Titulaires organismes non EASA), en consultation avec l'ENAC, peut décider que la formation d'un stagiaire nécessite des actions correctives lorsque, avec l'accord préalable de l'ENAC, un stagiaire n'a pas les connaissances, les compétences ou les aptitudes nécessaires.

En cas de difficultés d'apprentissage ou en cas d'échec aux tests, le Titulaire avisera l'ENAC et proposera un programme de rattrapage ou un arrêt de formation. Une procédure spécifique appelée DAF («*Déroulé Anormal de Formation*») sera lancée. La procédure DAF précise que lorsque le stagiaire ne respecterait pas les progrès ou le niveau de performance requis, que ce soit pour des raisons techniques ou non :

1. Le Titulaire enverra un rapport écrit par voie électronique (POLARIS ou l'outil électronique du Titulaire ATO EASA) à l'ENAC, donnant son avis et sa recommandation sur les progrès de la formation, et les éventuelles actions correctives ou de fin de formation.
2. Lorsque le Titulaire a envoyé le rapport écrit susmentionné, le Titulaire doit suspendre temporairement la formation du stagiaire en attendant que le représentant de l'ENAC donne son approbation pour la correction ou la décision de mettre fin à la formation.
3. Dans le cas où l'ENAC n'a pas répondu au rapport du Titulaire sous un maximum de deux (2) jours ouvrés, ce dernier peut, à son entière discrétion, reprendre la formation de ce stagiaire, y compris les heures de complément de formation proposées par le Titulaire, sauf en cas de recommandation d'arrêt de formation.

En cas de processus de formation anormale, les heures de formation supplémentaires occasionnées seront facturées séparément et supportées par l'ENAC sur la base des tarifs unitaires mentionnés dans l'annexe financière communiqués par le Titulaire « BPU – Bordereau Unitaire des Prix » et des modalités de facturations spécifiques prévues à l'article 8.3.

Le Titulaire peut éditer un règlement intérieur et/ou code de conduite ainsi qu'une charte informatique. Ces documents sont communiqués et contre-signés par les stagiaires à leur arrivée dans les locaux du Titulaire. Ces documents ont été transmis à l'ENAC dans l'offre du Titulaire. En cas de comportement contraire aux règlements du Titulaire, ce dernier avise sous 48h l'ENAC. Dans les cas de manquements les plus graves, le Titulaire est autorisé par l'ENAC à procéder à interdiction d'accès aux sites du Titulaire et à une suspension de la formation du stagiaire.

Article 16 - Règles de programmation

Pour les lots 1 et 2, le Titulaire s'engage à respecter toutes les règles pédagogiques de l'ATO ENAC (comprises dans le Training Manuel (TRM.GEN).

Les règles sont vues au cours de la standardisation pédagogique théorique, dont les principales mesures sont les suivantes :

16.1 Temps d'instruction

Les séances de vol en double commande et solo sont précédées d'un briefing et suivies d'un débriefing, d'une durée d'environ de 30 minutes chacun par vol.

Ces moments pédagogiques ne sont pas comptabilisés dans le volume d'instruction.

16.2 Méthode de comptabilisation des heures de vols

Les heures de séances d'entraînement sur avions sont décomptées bloc-bloc. Selon le FCL.050 (AMC FCL.050(g)) "enregistrement du temps de vol", le temps de vol est considéré comme : "pour les avions, à partir du moment où un avion se déplace pour la première fois jusqu'au moment où il atteint finalement l'aire de trafic à la fin du vol ».

L'ENAC appliquera cette définition au programme de formation et considère donc le temps de roulage comme du temps en vol. Les temps d'instruction de briefing et débriefing ne sont pas mentionnés dans les heures visées ci-dessus.

Si le Titulaire souhaite facturer les briefing et débriefing, il doit en mentionner le tarif dans l'annexe financière, de manière décorrélée du tarif à l'heure de vol.

16.3 Temps de repos

Les règles applicables en la matière sont celles du Titulaire, qui devra cependant veiller à accorder, toutes les semaines, a minima deux (2) journées de repos afin de garantir un temps de repos pour les stagiaires.

16.4 Limitation du nombre de stagiaires par instructeur

Afin de garantir la qualité pédagogique, le Titulaire s'engage à limiter à quatre (4) le nombre de stagiaires par instructeur. Ces 4 stagiaires incluent les stagiaires ENAC ainsi que les stagiaires d'autres clients du Titulaire.

16.5 Limitation du nombre de changement d'instructeur pour un stagiaires

Afin de garantir la qualité pédagogique, le Titulaire s'engage à limiter le nombre de changement d'instructeur pour un même stagiaire en fonction des phases de formation.
Pour la phase VFR, le nombre maximum est de deux changements d'instructeurs jusqu'au premier vol en SOLO, les trois derniers vols précédents le lâcher étant réalisés par un même instructeur.

Article 17 – Système de management de la sécurité (SMS)

17.1 Exigences générales

Le titulaire ATO EASA atteste d'une conformité continue vis-à-vis des normes et recommandations de l'OACI et de l'EASA en matière de management de la sécurité. Les rapports des audits de sécurité réalisés par l'autorité compétente seront accessibles à l'ENAC et transmis sur demande.

Le titulaire fournit à l'ENAC un accès libre aux dernières modifications de son Manuel du Système de management de la sécurité (SMS), de son Plan de gestion de crise (ERP) et des procédures associées ainsi qu'un accès aux indicateurs « safety » et la cartographie des risques.

L'ENAC doit être informée de tout incident de sécurité qui impacte ou peut impacter un stagiaire de l'ENAC.

Des audits de sécurité pourront être réalisés selon les besoins pour permettre à l'ENAC d'évaluer la performance du système de management de la sécurité au niveau des activités sous-traitées.

En cas de défaut de conformité détecté par l'ENAC ou l'Autorité française, le titulaire a la responsabilité de mettre en œuvre des mesures correctives.

17.2 Exigences réglementaires

-ORA.GEN.205 Contracted activities

(b) L'organisme doit s'assurer que lors de la réalisation des prestations ou de l'achat d'une partie de son activité, le service ou le produit sous-traité ou acheté est conforme aux exigences applicables.

-AMC1 ORA.GEN.205 Contracted activities

RESPONSABILITÉ LORS DE LA RÉALISATION DES PRESTATIONS

(b) Un accord écrit doit exister entre l'organisme et l'organisme sous-traitant définissant clairement les activités sous-traitées et les exigences applicables.

(c) Les activités sous-traitées liées à la sécurité, concernées par l'accord doivent être incluses dans les programmes de gestion de la sécurité et de surveillance de la conformité de l'organisme.

(d) L'organisme doit s'assurer que l'organisme sous-traitant dispose de l'autorisation ou de l'approbation nécessaire lorsque

cela est requis, et qu'il dispose des ressources et des compétences nécessaires pour entreprendre la tâche.

-GM1 ORA.GEN.205 Contracted activities

RESPONSABILITÉ LORS DE LA RÉALISATION DES PRESTATIONS

(a) Quel que soit le statut d'approbation de l'organisation sous-traitante, l'organisation contractante est responsable de s'assurer que toutes les activités contractuelles sont soumises à l'identification des dangers et à la gestion des risques comme l'exige l'ORA.GEN.200(a)(3) et au contrôle de conformité comme l'exige l'ORA.GEN.200(a)(6).

-ORA.GEN.200 Management system

(a) L'organisation doit établir, mettre en œuvre et maintenir un système de gestion qui comprend :

(3) l'identification des dangers pour la sécurité aérienne inhérents aux activités de l'organisation, leur évaluation et la gestion des risques associés, y compris les mesures prises pour atténuer les risques et vérifier leur efficacité ;

-AMC1 ORA.GEN.200(a)(1):(2):(3):(5) Management system

NON-COMPLEX ORGANISATIONS - GENERAL

(a) La gestion des risques de sécurité peut être effectuée à l'aide de listes de contrôle des dangers ou d'outils ou processus de gestion des risques similaires, qui sont intégrés aux activités de l'organisation.

(b) L'organisation doit gérer les risques de sécurité liés à un changement. La gestion du changement doit être un processus documenté permettant d'identifier les changements externes et internes susceptibles d'avoir un effet négatif sur la sécurité. Elle doit s'appuyer sur les processus existants d'identification des dangers, d'évaluation des risques et d'atténuation de ces derniers.

(c) L'organisation doit désigner une personne qui remplit le rôle de responsable de la sécurité et qui est chargée de coordonner le système de gestion de la sécurité. Cette personne peut être le Dirigeant Responsable ou une personne jouant un rôle opérationnel au sein de l'organisation.

(d) Au sein de l'organisation, les responsabilités en matière d'identification des dangers, d'évaluation des risques et d'atténuation de ces derniers doivent être identifiées.

(e) La politique de sécurité doit inclure un engagement à s'améliorer pour atteindre les normes de sécurité les plus élevées, à se conformer à toutes les exigences légales applicables, à respecter toutes les normes applicables, à prendre en compte les meilleures pratiques et à fournir les ressources appropriées.

(f) L'organisation doit, en coopération avec d'autres parties prenantes, élaborer, coordonner et tenir à jour un plan d'intervention d'urgence (ERP) qui assure une transition ordonnée et sûre des opérations normales aux opérations d'urgence et un retour aux opérations normales. L'ERP doit indiquer les mesures à prendre par l'organisation ou des personnes spécifiées en cas d'urgence et refléter la taille, la nature et la complexité des activités réalisées par l'organisation.

-GM1 ORA.GEN.200(a)(3) Management system

INTERNAL OCCURRENCE REPORTING SCHEME

(a) L'objectif général du système est d'utiliser les informations rapportées pour améliorer le niveau de performance de sécurité de l'organisation et non pour attribuer des fautes.

(b) Les objectifs du système sont les suivants :

(1) permettre d'évaluer les implications en matière de sécurité de chaque incident et accident pertinent, y compris les événements similaires antérieurs, afin que toute action nécessaire puisse être engagée ; et

(2) garantir que la connaissance des incidents et accidents pertinents soit diffusée, afin que d'autres personnes et organisations puissent en tirer des enseignements.

(c) Le système est un élément essentiel de la fonction de surveillance globale et il complète les procédures quotidiennes normales et les systèmes de « contrôle » et n'est pas destiné à les dupliquer ou à les remplacer. Le système est un outil permettant d'identifier les cas où les procédures de routine ont échoué.

(d) Tous les rapports d'événements jugés à signaler par la personne qui soumet le rapport doivent être conservés, car l'importance de ces rapports ne peut devenir évidente qu'à une date ultérieure.

17.3 Exigences spécifiques ENAC

- Le Titulaire doit donner accès à l'ENAC à son système de management de la sécurité, celui-ci doit contenir des éléments spécifiques aux opérations dans le cadre de la réalisation des prestations par l'ENAC.
- Le Titulaire doit démontrer auprès de l'ENAC de disposer des ressources et compétences nécessaires pour assurer les prestations et permettre à l'ENAC d'avoir accès à l'ensemble des pièces justificatives permettant de le vérifier.
- Le Titulaire accepte de participer à des réunions de sécurité régulières avec l'ENAC, à une fréquence adaptée en fonction du nombre de cadets.

- Le Titulaire doit fournir sa matrice d'évaluation des risques pour l'ensemble de ses opérations en propre et dans le cadre de la réalisation des prestations par l'ENAC.
- Le Titulaire doit fournir à l'ENAC tous les événements liés à des défaillances des moyens aériens utilisés pour les opérations nécessaires à la réalisation des prestations par l'ENAC, et notamment la totalité des rapports d'incidents techniques.
- Le Titulaire doit autoriser l'ENAC à participer aux instances d'analyse des événements dont la responsabilité incombe en totalité au Titulaire.
- Le Titulaire doit fournir la totalité des informations liées à la sécurité faites auprès des stagiaires.
- Le Titulaire doit démontrer la mise en place d'une politique de sécurité et de la mise en place d'un Emergency Response Plan (ERP) incluant l'ENAC pour toutes les opérations dans le cadre de la réalisation des prestations par l'ENAC.

17.4 Signalement d'incidents

Les rapports de sécurité impliquant un stagiaire de l'ENAC doivent être envoyés à l'interlocuteur de l'ENAC chargé de la sécurité à l'adresse safety@enac.fr dès que possible et, dans tous les cas, sous soixante-douze (72) heures maximums.

Suite à ces rapports, l'ENAC doit être informée en temps utile de toute mesure prise pour remédier au problème de sécurité détecté. Le cas échéant, l'ENAC doit recevoir des retours/mesures d'indicateurs relatifs à l'efficacité des mesures prises.

17.5 En cas d'évènement grave de sécurité des vols ou d'accident

Sans préjudice à l'article 17.4 ci-dessus, l'ENAC et la compagnie aérienne cliente doivent être immédiatement avisés de tout accident impliquant l'un de leurs stagiaires, conformément à l'ERP du Titulaire. Dans ce cas, l'ENAC nomme un représentant qui se joint à l'équipe d'enquête interne.

L'adresse générale safety@enac.fr de l'ENAC doit être mise en copie de tous messages et informations relatifs à l'évènement grave ou l'accident.

Article 18 – Maintenance et suivi de la navigabilité

Le Titulaire doit fournir à l'ENAC les copies des derniers certificats de maintenance et de navigabilité validité par les Autorités compétentes. Le Titulaire doit démontrer qu'il respecte les réglementations applicables en matière de navigabilité et d'entretien, pendant toute la durée du marché, en envoyant les certificats appropriés à l'ENAC à chaque modification et/ou renouvellement.

Le Titulaire est responsable du maintien de la navigabilité et de la maintenance des aéronefs utilisés pour la formation, conformément aux réglementations applicables.

Le Titulaire doit immédiatement informer l'ENAC de toute suspension, révocation ou limitation du champ d'application des certificats appropriés requis pour mener à bien ces activités de maintien de la navigabilité et de maintenance et liées à la formation convenue dans le présent contrat.

Titre III – Dispositions spécifiques applicable au Titulaire

Article 19 Conformité d'un ATO EASA

19.1 Procédure OMM.SITE : enregistrement en tant que sous-traitant ENAC - ORA.GEN.205(a)

L'ENAC demandera à l'Autorité française d'enregistrer le titulaire en tant que sous-traitant de l'ENAC conformément aux réglementations de l'UE 1178/2011-ORA.GEN.205(a). Le processus d'enregistrement doit respecter les étapes suivantes

- Le titulaire doit renseigner le formulaire OMM.CMM.GEN.SITE et le retourner à l'ENAC.
- L'ENAC effectue ensuite une analyse documentaire pour vérifier la capacité du titulaire à être enregistré en qualité de sous-traitant.
- Audit du ou des sites de formation par l'ENAC.
- Le titulaire est confirmé par l'ENAC comme étant son partenaire sous-traitant vis-à-vis de l'Autorité française
- Possibilité de réalisation d'un audit du titulaire par l'Autorité française.

L'ENAC standardise et forme les équipes du titulaire aux procédures techniques, pédagogiques et administratives de l'ENAC et fournit au titulaire les outils de suivi.

Le titulaire met en œuvre toutes les exigences raisonnables et économiquement viables de l'ENAC aux fins de la prestation des Services.

19.2 Audits externes du titulaire

L'ENAC pourra organiser un audit du titulaire et l'Autorité française peut également réaliser des audits de tout titulaire enregistré en tant que sous-traitant de l'ENAC sur le certificat ATO de l'ENAC.

Pendant toute la durée de validité du présent marché, l'ENAC effectuera, sur transmission d'un préavis écrit d'au moins vingt (20) jours ouvrables, au moins deux audits planifiés pendant la durée du marché du titulaire visant à contrôler les procédures opérationnelles et vérifier le respect des réglementations, la sécurité, la navigabilité des aéronefs et l'état d'usage des équipements de sécurité et d'exploitation.

Indépendamment de ces deux audits planifiés, l'ENAC peut à tout moment décider de procéder à un audit spontané. Par exemple, l'ENAC peut réaliser un audit avant l'arrivée de groupe d'étudiants et/ou avant tout audit prévu par l'Autorité française ou pour détecter tout défaut.

Le titulaire octroie à l'ENAC et à l'Autorité française un accès libre à son site, à ses simulateurs de vols et à ses documents relatifs à la navigabilité et à la maintenance, étant entendu qu'aucun audit ne saurait perturber le cours normal des activités commerciales du titulaire, et l'ENAC est responsable de ses employés/représentants, ainsi que de leurs actions et de leur sécurité au cours de l'audit en question, et est tenu de s'assurer que ces derniers respectent la législation applicable. Les rapports d'audit seront consultables avec l'Autorité française sur un serveur sécurisé de l'ENAC.

Le client final de l'ENAC peut être associé à ces audits. Le titulaire lui donnera le cas échéant les mêmes droits d'accès qu'aux auditeurs de l'ENAC.

19.3 Non-conformité

L'ENAC et l'Autorité française veilleront au respect par le titulaire des réglementations de l'EASA.

En cas de non-conformité ou de remarques dans les rapports d'audit, l'ENAC avisera le titulaire de tous les changements à mettre en œuvre à la demande des autorités. À la première demande de l'ENAC, le titulaire lui communiquera les rapports d'audit de son autorité nationale. L'ENAC convient qu'aucun défaut de conformité observé par l'EASA, l'autorité nationale ou l'Autorité française ne peut constituer un motif de résiliation du présent Contrat spécifique si le titulaire a pris les mesures nécessaires pour mettre en œuvre les actions et mesures correctives requises afin de remédier audit défaut de conformité sans retarder la formation.

Le titulaire suspendra immédiatement ses services ou toute autre exécution des prestations à la première demande de l'ENAC en cas de problème de sécurité. La suspension demeurera effective jusqu'à la rectification complète de tout défaut de conformité et la réception de l'accord écrit de l'ENAC.

Le titulaire devra, dans le respect d'un délai raisonnable fourni par l'ENAC ou une autre autorité concernée, remédier : 1) à tout non-respect des exigences visées dans le marché ; ou 2) à tout défaut de conformité de niveau 1 (hors défauts de conformité liés à la sécurité) révélé par tout audit de son autorité nationale, de l'Autorité française ou de l'ENAC. L'ENAC peut demander la suspension des Services jusqu'à ce que les défauts de conformité soient entièrement réparés uniquement si

lesdits défauts de conformité ne sont pas réparés par le titulaire dans un délai de réparation raisonnable donné.

Le titulaire communiquera tous rapports d'inspection de l'EASA reçus à l'ENAC et informera l'ENAC de tout défaut de conformité. Le titulaire cessera immédiatement toutes activités en cas de révocation de sa certification EASA et en avisera immédiatement l'ENAC.

Le titulaire assumera en tout temps les conséquences d'une telle suspension des Services à l'égard de l'ENAC et du Client, et garantit l'ENAC contre tout recours associé à ladite suspension engagée par le Client ou un tiers, sous réserve toutefois des limitations de responsabilité établies dans la clause ci-dessous.

Le Titulaire assumera à tout moment les conséquences d'une telle suspension des Services à l'égard de l'ENAC et du Client, et indemnisera l'ENAC contre tout recours lié à ladite suspension intenté par le Client, sous réserve toutefois des limitations de responsabilité énoncées dans la clause ci-dessous, sauf si le Titulaire peut démontrer que la suspension n'est pas due à sa propre responsabilité. La responsabilité du Titulaire à l'égard de l'ENAC est limitée à trois (3) fois le prix total du contrat.

19.4 Suivi de la conformité par le titulaire

A. Systèmes de suivi de la conformité

Le titulaire s'assurera, au moyen de sa propre organisation et de ses procédures et systèmes de gestion, que le dirigeant responsable soit en mesure d'établir et de maintenir un système de management efficace conformément aux réglementations de l'EASA.

B. Réglementation EASA

Le titulaire assurera une veille des réglementations de l'EASA et informera l'ENAC, dans un délai de trente (30) jours civils suivant leur entrée en vigueur, de toute nouvelle exigence ou de tout changement pouvant impacter le marché et le programme de formation.

Le titulaire assurera une veille de l'interprétation des réglementations de l'EASA par l'autorité locale et informera l'ENAC, dans un délai de trente (30) jours civils suivant leur entrée en vigueur, de toute nouvelle interprétation ou décision pouvant impacter le marché.

Le Titulaire assurera une veille de la réglementation et informera l'ENAC, dans un délai de trente (30) jours civils suivant leur entrée en vigueur, de toute nouvelle exigence ou de tout changement pouvant impacter le marché et le programme de formation.

C. Audit interne du titulaire

Le titulaire supervisera ses propres activités conformément aux exigences de l'EASA.

Il signalera à l'ENAC toute prise de mesures de suivi en matière de conformité. Les rapports du CMM de l'ATO du titulaire seront transmis au CMM de l'ENAC. Tous les rapports et informations doivent être rédigés en anglais, si non disponible en français.

Toute modification requise par l'ENAC devra être mise en œuvre par le titulaire dans le respect des délais raisonnables demandés par l'ENAC.

D. Certification EASA

Le titulaire communiquera tous les rapports d'audit de l'autorité locale de l'EASA à l'ENAC.

- En cas de perte temporaire ou définitive du certificat EASA ou en cas de défaut de conformité de niveau 1, le titulaire dispose d'un (1) jour civil pour en informer le représentant de l'ENAC.

- En cas de défaut de conformité de niveau 2 et de remarques, le titulaire dispose de cinq (5) jours civils pour en informer le représentant de l'ENAC.
- Le titulaire communiquera à l'ENAC les mesures correctives qu'il propose pour remédier aux défauts de conformité en question sous trente (30) jours.
- **Le titulaire cessera immédiatement toutes activités en cas de révocation de sa certification EASA ou de défaut de conformité de niveau 1 ne pouvant être réparé en temps opportun, et en informera immédiatement l'ENAC.**

Article 20 Standardisation d'un ATO EASA

20.1 Standardisation initiale d'un ATO EASA

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens humains et matériels nécessaires à l'accomplissement de la Prestation dans les délais prévus et de ce fait s'engage, pendant toute la durée du marché à ajuster ses ressources pour assurer la bonne exécution de la Prestation. Cet engagement s'étend préalablement au démarrage des premières prestations avec notamment la standardisation des équipes du Titulaire.

Pour les lots 1 & 2, Une **standardisation administrative initiale** des membres dirigeants de l'organisme de formation et des instructeurs concernés est dispensée préalablement au début de la formation.

Cette standardisation administrative vise essentiellement les procédures opérationnelles et pédagogiques attendues par l'ENAC. Cette standardisation se déroule sur une (1) journée sur le site du Titulaire. Elle est dispensée par des experts de l'ENAC.

Cette standardisation est à destination des équipes d'encadrements du Titulaire dont le Dirigeant responsable (AM), le Responsable pédagogique (HT), le Chef Pilote (CFI), le responsable de conformité (CMM), le Safety Manager (SM) ainsi que l'Officier de la sécurité des vols (OSV) ou leurs délégués dûment habilités.

En parallèle, pour les lots 1 et 2, l'ENAC met en place une action de **standardisation pédagogique théorique** à destination des instructeurs pour sa formation aux standards ENAC. Le programme sera défini en fonction des écarts entre les référentiels et programmes ENAC et du Titulaire ainsi que de l'expérience des instructeurs du Titulaire.

La standardisation théorique portant sur les méthodes pédagogiques (briefings, de briefing, facilitation), le CBTA et référentiel de compétences pilote ENAC, le TEM, les outils et procédures pédagogiques ENAC (Polaris, TRM.GEN, HDV...), le programme de formation.

Cette action de standardisation est estimée à quatre (4) jours et se déroulera sur le site du prestataire avec les moyens du prestataire mis à disposition à titre gracieux.

A l'issue de la standardisation pédagogique théorique, **chaque instructeur FI ou TKI sera observé en situation "réelle"** d'instruction avec des stagiaires du Titulaire afin d'être habilité à délivrer la formation. Ces vols observés seront réalisés par les CTKI, CFI, HT ENAC ou toutes personnes désignées par eux.

Si à l'occasion d'une session observée, l'instruction délivrée par l'instructeur n'est pas considérée comme satisfaisante au regard du standard de formation ENAC, l'encadrement de l'ENAC et du titulaire définiront ensemble les moyens pour compléter la standardisation de l'instructeur. Ces moyens peuvent inclure des vols de standardisation sans élève.

A l'issue, un debriefing de l'instructeur sera assuré par l'encadrement du titulaire. L'ENAC pourra également décider de ne plus avoir recours à un instructeur et le titulaire proposera alors un autre instructeur pour le remplacer.

Par ailleurs, l'ENAC peut procéder à des observations régulières de sessions de formation au sol ou en vol avec un préavis minimum de 48 heures.

Ces observations seront réalisées par CTKI, CFI, HT ou toutes personnes désignées par eux.

L'ENAC se réserve le droit de mettre en place une action de **standardisation pédagogique a minima pour le lot 3.**

20.2 Sollicitation d'une standardisation en cours d'exécution du marché

Au cours du marché, les Parties s'engagent à réaliser, sur demande, une séance de standardisation administrative et/ou pédagogique annuelle sur le site du Titulaire dans le cas de changements de personnels d'encadrement du Titulaire ou lorsque les séances d'observations ont identifié un besoin.

Toute demande de standardisation ou de formation supplémentaire est réalisée en fonction des disponibilités des personnels du Titulaire et de l'ENAC. Pour garantir la disponibilité, le Titulaire et l'ENAC recommandent le respect d'un préavis de quatre (4) mois avant la date souhaitée de standardisation.

20.3 Prise en charge des frais directs et indirects liés à la standardisation et de formation

Chaque Partie supportent l'intégralité des frais de personnels, de transport ou de séjour de ses personnels impliqués dans un stage de standardisation.

En sus, le stage de standardisation est réalisé dans les locaux du Titulaire, ce dernier supporte les frais logistiques et d'infrastructures liés aux besoins matériels pour l'exécution de la standardisation qu'il s'agisse de salles de réunions, de salles de briefing/ débriefing, de séances d'instruction en vols, etc... La Liste n'est pas exhaustive.

Au-delà de deux standardisations annuelles, l'intégralité des frais pourra être supporté par le Titulaire y compris les frais de personnels, de transport ou de séjour de ses personnels ENAC impliqués dans un stage de standardisation.

Article 21 Supervision d'un ATO EASA et vols d'observation

21.1 Supervision

Afin de vérifier l'efficacité de l'instruction pour la formation délivrée, l'ENAC peut organiser des séances de supervision à tout moment de la formation. Il peut s'agir de l'observation d'un briefing, d'un débriefing ou d'une séance en vol où l'instructeur ENAC jouera le rôle d'un stagiaire.

Le processus d'évaluation de la formation au travers des normes d'instruction est inclus dans l'OMM au Chapitre II.3.5 et présenté au cours de la standardisation initiale.

Un rapport sera établi au terme de la session de supervision. Ce rapport servira au débriefing avec l'instructeur standardisé et sera également communiqué à la Direction ou l'équipe d'encadrement du titulaire afin de justifier toutes mesures correctives requises.

21.2 Vols d'observation

Afin de vérifier le niveau final des stagiaires ou la progression standard d'un stagiaire, l'ENAC peut organiser des vols d'observation à tout moment de la formation.

L'objectif de ces vols est de vérifier que le niveau du stagiaire est conforme aux normes de l'ENAC. En cas de remarques importantes concernant le niveau du stagiaire, une réunion pédagogique sera organisée entre l'ENAC et le Titulaire afin de discuter des mesures correctives à prendre.

L'organisation des vols d'observation est présentée au cours de la standardisation. Pour des raisons pratiques, les vols d'observation peuvent être organisés pendant un vol de supervision. L'ENAC informera le Titulaire quinze (15) jours à l'avance de la tenue d'un vol d'observation. Le Titulaire peut modifier cette date en fonction de son calendrier et avec l'accord de l'ENAC.

Article 22 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS par l'article 8.3 du CCAP

Dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS par l'article 8.3 du CCAP

E – Paiement

E1- Désignation du (des) compte(s) à créditer

Zone à compléter par le candidat :

Titulaire	Banque	Pays/Clé IBAN	BBAN ou RIB	BIC

E2- Avance

Conformément aux dispositions du Code de la Commande Publique.

Zone à compléter par le candidat :

Le candidat

☐ Accepte

☐ Refuse l'avance

Zone à compléter par le candidat :

A, le

Signature du (des) prestataire(s) :

G- Décision du pouvoir adjudicateur

La présente offre est acceptée :

☐

Avec sa solution de base

A Toulouse, le
Le représentant du pouvoir adjudicateur,

H- Nantissement ou cession de créance

Le montant maximal de la créance que je pourrai (nous pourrons) présenter en nantissement est de

..... euros TVA incluse

Copie délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit ou au bénéficiaire de la cession ou du nantissement de droit commun.

A Toulouse, le
Le représentant du pouvoir adjudicateur,

ANNEXE N° 1 À L'ACTE D'ENGAGEMENT

Détail des prestations exécutées par chacun des cotraitants
Répartition de la rémunération correspondante

1. Détail des prestations :

Entreprise mandataire		Prestations du mandataire
Entreprises cotraitantes		Prestations des autres cotraitants
N°		
N°		
N°		
N°		
N°		
N°		

2. Répartition de la rémunération

Prestations					Montant hors TVA	Montant TVA	Montant TVA incluse
Mandataire							
		TVA	<input type="text"/>				
		TVA	<input type="text"/>	%			
Prix forfaitaire de la prestation de mandat							
Total mandataire (I)							
Autres cotraitants							
N°	<input type="text"/>	TVA	<input type="text"/>	%			
		TVA	<input type="text"/>	%			
N°	<input type="text"/>	TVA	<input type="text"/>	%			
		TVA	<input type="text"/>	%			
N°	<input type="text"/>	TVA	<input type="text"/>	%			
		TVA	<input type="text"/>	%			
N°	<input type="text"/>	TVA	<input type="text"/>	%			
		TVA	<input type="text"/>	%			
N°	<input type="text"/>	TVA	<input type="text"/>	%			
		TVA	<input type="text"/>	%			
Total autres cotraitants (II)							
Total du marché (I) + (II)							

**ACTE SPECIAL DE SOUS-TRAITANCE
ANNEXE 2 À L'ACTE D'ENGAGEMENT**

- Prestations maximales sous-traitées

Nature de la prestation	Montant HT

- Sous-traitant

Raison sociale :	
Adresse :	
Code postal :	
Bureau distributeur :	
Téléphone :	
Télécopie :	
Courriel :	
Numéro SIRET :	
Numéro au registre du commerce :	
Ou au répertoire des métiers :	
Code NAF :	

- Compte à créditer

Titulaire	Banque	Pays/Clé IBAN	BBAN ou RIB	BIC

A, le

Signature du titulaire responsable :

Le représentant du pouvoir adjudicateur accepte le sous-traitant et agréé ses conditions de paiement.

A Toulouse, le